

### *Impôt sur le revenu*

dans une région qui vit de ressources naturelles. Dans la plupart de ces régions, une collectivité vit d'une seule industrie qu'il s'agisse du bois, des minerais ou d'une autre ressource. Et lorsqu'un événement défavorable frappe une telle collectivité, celle-ci éprouve alors des difficultés énormes.

L'autre jour, j'ai reçu une lettre d'une dame qui m'apprend que son père a été mis à pied il y a un an, à Kirkland Lake. Depuis ce temps, il a cherché d'autres emplois parce qu'il ne pouvait se résoudre à demander du bien-être social. Il possédait sa propre maison. Il vivait dans cette ville depuis plusieurs années, y avait élevé ses enfants et y possédait des liens. Bien qu'il ait accompli toutes sortes de travaux humbles, comme couper le gazon, peindre des clôtures et exécuté des travaux de menuiserie, ces divers métiers ne lui permettaient pas d'assurer la subsistance de sa famille. Son épouse a bien cherché du travail mais elle n'était plus aussi jeune ni aussi capable. A eux deux, il ne pouvaient subvenir aux besoins de la famille, si bien qu'ils ont dû déménager.

A juste titre, cette famille a rendu responsables du manque d'emploi dans la région le gouvernement fédéral et aussi le gouvernement provincial, parce que ni l'un ni l'autre ne s'occupe du secteur des richesses naturelles. Cela est aussi vrai de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve que du Grand Nord, toutes régions comptant principalement sur l'exploitation des richesses naturelles qui est soumise à de si fréquentes fluctuations.

La population de Timmins a encore beaucoup de chance. Depuis trois ou quatre ans elle profite d'un phénomène fort heureux. Dans l'ensemble les mines d'or sont fermées sur tout le territoire. Mais il y en a deux en exploitation dans ma région, et on parle de temps à autre d'en ouvrir une nouvelle. Il est très difficile de réunir des capitaux pour l'extraction de l'or, et les municipalités dépendantes des mines d'or se trouvent dans une situation très critique. Timmins a eu plus de chance que Kirkland Lake et certaines autres localités minières parce que la compagnie Texas Gulf a découvert du zinc et du cuivre dans ses très importantes mines de Porcupine.

● (2217)

Il est intéressant de voir que l'INCO renvoie des travailleurs de ses exploitations de cuivre et de nickel à Noranda et à Falconbridge. Il est aussi intéressant de noter qu'il y a quelques mois, la compagnie Texas Gulf disait à la population de Timmins que personne ne serait renvoyé. De fait, Timmins est la seule ville où l'industrie primaire connaît une certaine prospérité à l'heure actuelle. Il y avait un très important projet de construction à Timmins. La Texas Gulf a annoncé qu'elle réduirait le personnel des équipes de construction qui travaillent à la construction de la fonderie. Je le répète, c'est la seule région à connaître une forte prospérité dans le secteur de l'industrie primaire en Ontario. Maintenant, les travailleurs commencent à recevoir de beaux petits billets roses pour leur dire qu'ils n'ont plus d'emploi et que la compagnie n'aura plus besoin de leurs services dans les mois à venir.

Nous oublions souvent les problèmes qui accompagnent le chômage. C'est très bien de dire qu'il y a un million de chômeurs au Canada. Si l'on n'est pas chômeur soi-même, cela ne veut pas dire grand-chose. Qu'arrive-t-il à un travailleur qui est renvoyé de nos jours? Ce n'est pas comme à l'époque de la

dépression où les chômeurs pouvaient retourner à la ferme. On pouvait toujours allonger la soupe. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. De nos jours, les Canadiens habitent les grandes villes et ils doivent de l'argent pour leur maison, leur automobile, leur bateau et leur téléviseur. Le gouvernement leur a fait croire que tous avaient droit à une juste part de la société.

Quand un travailleur est renvoyé de nos jours, son niveau de vie doit changer. Les jours passent bien rapidement et il arrive un moment où il ne touche plus de prestations d'assurance-chômage. Même si ces travailleurs habitent une localité où l'économie se base sur l'industrie primaire, ils ne peuvent pas trouver d'emploi. Ils ne peuvent même pas trouver les emplois les plus subalternes qui soient. Ils doivent alors décider de quitter leur milieu pour essayer de trouver de l'emploi ailleurs.

Où les Canadiens peuvent-ils trouver un emploi qui corresponde à leur compétence lorsqu'ils ont une expérience en exploitation minière ou forestière, en tôlerie, en fabrication de bois de placage ou en fonderie? Lorsque des travailleurs qui touchaient jusque-là un salaire raisonnable sont soudain obligés de quitter leur localité et d'aller ailleurs, sans aucune qualification, ils se trouvent plongés parmi des milliers d'autres personnes à la recherche d'un emploi. Il ne doit rien y avoir de plus déprimant aussi bien pour les individus que pour leurs familles.

Qu'arrive-t-il aux jeunes sans emploi à l'heure actuelle? Le gouvernement libéral a dit aux Canadiens que le Canada est un pays riche et fort. Il a utilisé d'autres expressions et il s'est «f... u» de la population pendant de nombreuses années.

**Une voix:** Expliquez-vous!

**M. Peters:** Je n'ai pas besoin de l'expliquer aux millions de chômeurs et à leur famille. Ils savent très bien ce que je veux dire.

● (2222)

Je suis convaincu qu'il existe une solution au problème, et ce n'est certainement pas d'administrer constamment les mêmes remèdes. L'opposition officielle déclare qu'elle est prête à appuyer les allègements fiscaux de l'ordre de 1.2 milliard de dollars consentis aux entreprises. Le parti conservateur compte de nombreux hommes d'affaires, et j'aimerais qu'ils nous expliquent comment ces allègements fiscaux vont changer les choses. A l'heure actuelle, la plupart des sociétés ont plus de capitaux qu'il ne leur en faut. Elles n'ont pas de débouchés et leur capacité d'exportation est réduite, mais je ne crois pas qu'elles aient besoin de plus de capitaux.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Peters:** Je vois un homme d'affaires qui n'est pas d'accord avec moi. Peut-être a-t-il fait une demande pour obtenir sa part de dégrèvements fiscaux. Peut-être cela lui rendra-t-il service, mais à mon avis, les dégrèvements seront de bien peu d'utilité aux chômeurs du pays. Prenons Sudbury, par exemple. On ne peut pas dire que la situation financière de Sudbury n'est pas bonne. La société établie dans cette ville bénéficie de millions et de millions de dollars en allègements fiscaux depuis des années. Il n'y a pas si longtemps, les députés, même s'ils n'avaient aucune autre source de revenu, payaient davantage d'impôts que l'INCO.